

E3 | DROIT DES TIC

Droit des contrats (informatiques)

Droit de l'internet : *protection des données personnelles, protection des logiciels, responsabilité des acteurs numériques, sécurité des données et des systèmes*

COURS I LES CONTRATS

Responsabilité civile et responsabilité pénale

Responsabilité civile

Responsabilité contractuelle

Inexécution, ou mauvaise exécution du contrat

- Faute
- Préjudice
- Lien de causalité

Responsabilité extracontractuelle

Art 1240 du code civil :
« tout fait quelconque... »

- Fait générateur
- Préjudice
- Lien de causalité

Réparer

Responsabilité pénale

- Infractions
- Délits
- Crimes

Sanctionner

LEGISLATION DES CONTRATS

1. Qu'est ce qu'un contrat ?
2. Principes généraux
3. Classification des contrats
4. Formation - exécution des contrats

Les clauses abusives

Une définition dans le « nouveau » code de la consommation

*Art L132-1 : « Dans les contrats conclus **entre professionnels et consommateurs**, sont abusives les clauses* qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du consommateur, un **déséquilibre significatif** entre les droits et obligations des parties au contrat...

**Une liste de clauses abusives a été publiée par décret du 29 juin 2016 :
Article R212-1 et s. du code de la consommation**

DES CONTRATS NOMMÉS

Le contrat de vente

Le contrat d'entreprise

Le code civil définit certains contrats

- **Titre VI : De la vente** ([Articles 1582 ...](#))
 - ...Chapitre IV : Des obligations du vendeur ([Articles 1602 ...](#))
 - ...Chapitre V : Des obligations de l'acheteur. ([Articles 1650 à 1657](#))
 - Chapitre VI : De la nullité et de la résolution de la vente. ([Article 1658](#))
- **Titre VIII : Du contrat de louage** ([Articles 1708 à 1712](#))
 - ... Chapitre III : Du louage d'ouvrage et d'industrie. ([Article 1779](#))

LE CONTRAT DE VENTE

1. **Définition**
2. **Le consentement**
3. **Obligations – Responsabilité**

I. Définition dans le code civil

Art 1582 : « la vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à **livrer** une chose, et l'autre à la **payer**. Elle peut être faite par acte authentique ou sous seing privé. »

Art 1598 : « tout ce qui est dans le commerce peut être vendu lorsque les lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation »

Article 1583 : « la vente est parfaite entre les parties, et la **propriété est acquise** de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, **dès qu'on est convenu** de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé »

2. Le consentement : **condition essentielle de validité du contrat**

L'offre

Doit être :

- précise et complète
- tacite ou express,
- faite au public ou à personne déterminée, avec ou sans délai
- Ferme, sans équivoque

On peut distinguer :

l'**offre** de contracter ou de négocier

l'**offre** de contrat : *ne peut être retirée avant une date ou un délai raisonnable*

L'acceptation

- **soit expresse** : *c'est la règle générale*
- **soit tacite** : *le silence ne vaut acceptation*
- *que si la loi le prévoit (ex : code des assurances)*
- *ou s'il existe des liens d'affaires ou usages commerciaux.*

3. Obligations

Du vendeur

- **Art 1602 du cc** : « Le vendeur est tenu **d'expliquer clairement** ce à quoi il s'oblige »
⇒ conseil du professionnel
- **Art 1603 du cc** : « le vendeur a deux obligations principales, celle de **délivrer** et celle de **garantir** la chose qu'il vend »

Délivrance : mise à disposition de la chose au lieu et au temps convenu, conformément à ce qui était convenu, y compris accessoires et installation

Garantie : d'éviction et des vices cachés

De l'acheteur

- Paiement du **prix**
- **Retirement** : la chose est « *quérable* »
- **Réception** : acte juridique déchargeant le fournisseur = début de la garantie

Protection du
consommateur

LE CONTRAT D'ENTREPRISE

1. Définition

2. Obligations – Responsabilité

Articles 1779 du Code Civil

Il y a trois catégories de louage d'ouvrage et d'industrie :

- **Le louage de service ;**
- Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du **transport des personnes ou des marchandises ;**
- **Celui des architectes, entrepreneurs d'ouvrages et techniciens par suite d'études, devis ou marchés.**

2. Obligations des parties

Le prestataire

- Conseil
- Délivrance : fournir la solution la mieux adaptée aux besoins du client
- *Obligation de moyen ou de résultat ?*

Le client

- Coopérer : définir les besoins réels
- Payer le prix
- Réceptionner : recette

Dans un jugement du 15/10/2013, le tribunal de commerce de Marseille a rappelé que

« l'usage veut que lorsque l'on prononce une recette et notamment une **recette définitive**, les réserves sont des points mineurs à finaliser (peu importe leur nombre), ne remettant pas en cause la bonne finalité du projet. A défaut la recette ne doit pas être prononcée ».

Voir également jugement très récent du 22/04/2021 par le tribunal de commerce de Marseille

Quelle responsabilité en cas d'échec du projet ?

LES CONTRATS INFORMATIQUES

Les projets informatiques (conception de logiciel, maintenance...) donnent lieu à différents contrats.

Ces contrats informatiques, conclus entre professionnels sont soumis au droit commun mais présentent également des spécificités

L'expression « **contrat informatique** », qui ne fait pas l'objet d'une définition légale ou réglementaire ni d'un régime juridique particulier, **désigne tout contrat ayant pour objet une vente, une location et/ou une prestation de services, relative à un système informatique**, ou à un élément intégré ou susceptible d'être intégré dans un tel système :

- **matériel** (ordinateurs, périphériques, équipements réseau...)
- **logiciel** (logiciel spécifiquement développé par un prestataire pour un client donné, ou **progiciel** standard)

Zoom sur les contrats de prestation informatique (fourniture de logiciels)

Obligations à la charge du fournisseur :

- Obligation d'information et de conseil
- Obligation de délivrance :

Obligations à la charge du client

- L'obligation de coopération
- L'obligation de payer le prix
- L'obligation de réception (ou recette)

Responsabilité des parties : un partage de responsabilité est possible : par exemple, quand il y a un manquement à l'obligation de collaboration qui est bilatérale.

Obligation de résultat ou obligation de moyen : selon négociation au contrat

Le contrat de prestation informatique : contenu, rédaction et obligations

- Pourquoi rédiger un contrat de prestation informatique ?
- Le contenu du contrat informatique (les parties, l'objet, la rémunération, les modalités d'exécution, le transfert de propriété, la procédure de recettes, la durée du contrat et modalités de rupture, les clauses de responsabilité et sanctions, le traitement des litiges...)
- Importance du cahier des charges
- Obligations des parties
- Comment rédiger un contrat de prestation informatique ?

En conclusion

L'essentiel !

Enjeux d'un contrat informatique :

- Un contrat peut avoir une autre signification à la virgule près, selon l'endroit où cette dernière est placée.
- Forts enjeux en termes de responsabilité et de charge de la preuve
- **Un contrat bien rédigé protège et permet de limiter les risques**

Avez-vous des questions ?

Merci pour votre attention 😊